

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 06 avril 2023

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



SOMMAIRE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/04/23	DBCA-2023-019	Groupeement Finances	Fourniture d'émetteurs récepteurs et d'équipements associés
06/04/23	DBCA-2023-020	Groupeement Finances	Vérification annuelle des moyens élévateurs aériens
06/04/23	DBCA-2023-021	Groupeement Finances	Sortie d'actif
06/04/23	DBCA-2023-022	Groupeement Ressources humaines	Postes susceptibles d'être pourvus pas des agents contractuels
06/04/23	DBCA-2023-023	Groupeement Formation et activités physiques	Convention d'occupation du domaines public et autorisation d'occupation temporaire du domaine public
06/04/23	DBCA-2023-024	Sous-direction Santé bien-être	Recours au médecin vacataire dans le cadre de la médecine d'aptitude ou préventive
06/04/23	DBCA-2023-025	Sous-direction Santé bien-être	Médicalisation de l'hélicoptère de la Sécurité civile « Dragon 76 » par le personnel de la Sous-direction Santé bien-être
06/04/23	DBCA-2023-026	Direction générale	Autorisation donnée au Président de demander les subventions au titre du Fonds vert

N°DBCA-2023-019

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

FOURNITURE D'EMETTEURS RECEPTEURS ET D'EQUIPEMENTS ASSOCIES

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Adapter les équipements au besoin</i>	<i>Doter le Sdis d'équipements efficaces, efficaces, simples et résistants</i>

*

* *

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Afin de maintenir les capacités de communication des sapeurs-pompiers lors des différentes interventions, permettant ainsi d'intervenir de manière plus sécurisée et plus efficiente, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est équipé de différents moyens de communication tel que :

- Téléphonie,
- Bips POCSAG,
- ANTARES,
- Emetteurs récepteurs numérique (tactique de niveau 5), intégrés directement sur les casques de protection, utilisés par les binômes d'attaques, lors des interventions de lutte contre le feu,
- Emetteurs récepteurs VHF marine, équipant les équipes de secours aquatique.

Le présent marché, concerne le renouvellement, ainsi que la maintenance des deux derniers types d'équipements.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 20 janvier 2023 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 23 février 2023 à 12h00.

La procédure de passation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 20161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande publique.

La consultation concerne la mise en place d'accords-cadres mono-attributaire, exécutés par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Les montants annuels sont les suivants :

Lot(s)	Désignation	Montant annuel	
		Minimum	Maximum
1	Fourniture d'émetteurs récepteurs portatifs numériques avec équipements de tête, accessoires et la maintenance curative	Sans minimum	150 000,00 € HT
2	Fourniture d'émetteurs récepteurs portatifs VHF marine	Sans minimum	10 000,00 € HT
3	Fourniture d'émetteurs récepteurs VHF marine fixe	Sans minimum	4 000,00 € HT

Les critères de jugement des offres définis dans le cadre de la consultation sont les suivants :

Concernant le lot n°1 :

N°	Description	Pondération
1	Prix	40 points
2	Délai de livraison	10 points
3	Test des appareils proposés	50 points
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Concernant les lots n°2 et n°3 :

N°	Description	Pondération
1	Prix	40 points
2	Valeur technique	50 points
3	Durée de garantie	10 points
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une seule offre a été reçue pour l'ensemble des lots, il s'agit de celle de la société EMG.

*

* *

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 06 avril 2023 et a attribué les accords-cadres à la société EMG pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec les sociétés retenues par la Commission d'appel d'offres.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-019-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



N°DBCA-2023-020

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

VERIFICATION ANNUELLE DES MOYENS ELEVATEURS AERIENS

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens Modernisation et sécurisation	Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis Garantir la sécurité	Entretenir le patrimoine Sécurité opérationnelle et technique

*

* *

Vu :

- le code de la commande publique,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est doté de différents Moyens Elévateurs Aériens (MEA) :

- 12 moyens élévateurs aériens de marque RIFFAUD
- 16 moyens élévateurs aériens de marque CAMIVA
- 3 moyens élévateurs aériens de marque BRONTO

Afin de maintenir l'état opérationnel de son parc et de garantir la sécurité des sapeurs-pompiers, le Sdis 76 a fait le choix de la stratégie suivante dans le cadre de sa politique de contrôle et de maintenance de ce type d'équipement :

- vérification périodique obligatoire conformément aux dispositions du Code du travail, par un organisme agréé (bureau de contrôle),
- contrôle annuel par une société spécialisée dans la maintenance de ce type d'équipement, permettant de déceler les différentes anomalies et définir les opérations de maintenance à réaliser,
- réalisation des opérations de maintenance en interne via nos différents ateliers ou par des entreprises spécialisées,
- révision générale de l'équipement tous les 10 ans.

Le présent marché concerne la réalisation des prestations de contrôles annuels par des sociétés spécialisées dans la maintenance.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 22 décembre 2022 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 30 janvier 2023 à 12h00.

La procédure de passation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 20161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande publique.

La consultation concerne la mise en place d'accords-cadres mono-attributaire, exécutés par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Les montants annuels sont les suivants :

Lot(s)	Désignation	Montant annuel	
		Minimum	Maximum
1	Echelles pivotantes séquentielles (EPS) de marque RIFFAUD	5 000,00 € HT	25 000,00 € HT
2	Echelles pivotantes séquentielles (EPS) de marque CAMIVA	10 000,00 € HT	30 000,00 € HT
3	Bras élévateur aérien (BEA) de marque BRONTO	6 000,00 € HT	25 000,00 € HT

4 offres ont été reçues et analysées selon les critères de jugement des offres définis ci-dessous :

N°	Description	Pondération
1	Prix	90 points
2	Développement durable	10 points
Pondération totale des critères d'attribution :		100

*

* *

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 06 avril 2023 et a attribué les accords-cadres aux sociétés suivantes, pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus :

Lot(s)	Désignation	Attributaires
1	Echelles pivotantes séquentielles (EPS) de marque RIFFAUD	ECHELLES RIFFAUD
2	Echelles pivotantes séquentielles (EPS) de marque CAMIVA	INFRUCTUEUX
3	Bras élévateur aérien (BEA) de marque BRONTO	BRONTO SKYLIFT

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec les sociétés retenues par la Commission d'appel d'offres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-020-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2023-021

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE D'ACTIF

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine	Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération DBCA-2022-042 autorisant le don d'un véhicule destiné à la réforme au comité départemental handisport 76.

*

* *

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, pour mise en vente, les matériels énoncés ci-dessous :

MATERIELS MOBILES D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
2006000000255	2006	VLR	9540YN76	208 244	15 522,37 €	500,00 €
2006000000369	2006	VUSAR	1185YV76	144 021	19 663,74 €	1 000,00 €
2010000000074	2010	VSAV	AT378MM	139 025	66 178,10 €	2 000,00 €
2010000000185	2010	VSAV	AY274PJ	157 397	66 178,10 €	2 000,00 €
2010000000188	2010	VSAV	AY167PJ	144 984	66 178,10 €	2 000,00 €

* En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-021-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2023-022

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

POSTES SUSCEPTIBLES D'ETRE POURVUS PAR DES AGENTS CONTRACTUELS

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique,
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou saisonnier d'activité, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article L.332-23 du Code général de la fonction publique :

- Logisticien(ne) plages, adjoint technique au sein de la sous-direction Santé et bien-être,
- 2 postes de gestionnaires magasinier, adjoint technique à agent de maîtrise au sein groupement Technique et immobilier,
- 2 postes de gestionnaires, cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement des Ressources humaines pour 6 mois afin de mettre en adéquation les dossiers individuels des agents avec la base SIRH,
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein de la sous-direction Anticipation et action,

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2023-023

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Dans le cadre de l'organisation du stage nageur sauveteur aquatique (SAV 1) et du maintien opérationnel de ses agents, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité Le Havre Seine Métropole, pour l'utilisation du bassin sportif du complexe aquatique Gd'O.

Cette autorisation d'occupation temporaire du domaine public est conclue pour le 02 mai 2023 de 9h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00 dans le cadre du stage SAV 1, concernant la convention d'occupation du domaine public, elle est conclue pour tous les jeudis de 11h00 à 12h00 du 30 mars au 25 mai 2023 pour le maintien opérationnel des agents. Elles définissent les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette autorisation d'occupation temporaire du domaine public et cette convention d'occupation du domaine public sont faites à titre gracieux.

Il convient d'approuver, pour régularisation, les termes de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et de la convention d'occupation du domaine public, d'autoriser le Président à les signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER



N° Convention : 2023.MARS.01

EQUIPEMENT : Complexe aquatique GD'O

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
EQUIPEMENT SPORTIF
COMPLEXE AQUATIQUE Gd'O
ANNEE 2023

ENTRE

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, dont le siège est situé 19 rue Georges Braque, 76600 LE HAVRE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Edouard PHILIPPE autorisé par délibération en date du 8 juillet 2021.

d'une part,

ET

Le SDIS 76 situé 6 rue du verger CS 40078 76192 YVETOT et représentée par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de président du conseil d'Administration.

d'autre part.

Article 1 : Désignation

La Communauté Urbaine met à la disposition du SDIS 76 le bassin sportif du complexe aquatique Gd'O, équipement communautaire, pour la pratique des entraînements dans le cadre leur activité.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue du **jeudi 30 mars 2023 au jeudi 25 mai 2023** inclus. L'accès à l'établissement n'est pas autorisé les jours fériés et lors des vacances scolaires.

Le SDIS 76 informera par écrit, au moins trois semaines avant, la Communauté Urbaine en cas de non utilisation des lieux pendant plus de deux semaines consécutives.

Article 3 : Conditions d'utilisation

Le bassin sportif du complexe aquatique Gd'O est mis à disposition du SDIS 76 tous les jeudis de 11h00 à 12h00.

L'accès à l'établissement se fera 10 minutes avant l'heure d'entrée dans l'eau.

Toute modification du planning, qu'elle intervienne à la demande du SDIS 76 ou de la Communauté Urbaine, devra faire l'objet d'un accord entre les parties. Le planning modifié sera annexé à la présente convention sans que cela nécessite la conclusion d'un avenant.

La mise à disposition du complexe aquatique Gd'O pourra être suspendue par la Communauté Urbaine, en cas de compétitions ou d'évènements spécifiques, sans que le SDIS 76 ne puisse réclamer aucune indemnisation à ce titre. Le SDIS 76 sera informée au moins un mois avant la manifestation.

Article 4 : Entreposage et utilisation des biens propres à Le SDIS 76

Le SDIS 76 ne pourra pas entreposer de matériel dans les locaux du complexe aquatique.

Article 5 : Occupation – Jouissance

Le SDIS 76 s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'à l'activité sportive exercée, **notamment les dispositions du règlement intérieur de l'établissement en vigueur affiché à l'entrée de l'équipement et annexé à la présente convention.**

Il est rappelé conformément au décret n° 2006 – 1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif qu'il est formellement interdit de fumer dans les équipements sportifs.

Le SDIS 76 devra communiquer par courrier ou autre mode écrit à la Communauté Urbaine le nom d'un membre référent présent pour chacun des créneaux utilisés ainsi que le nombre de pompier susceptibles de participer aux entraînements avant le début de la convention. Le SDIS 76 ne peut en aucun cas sous-traiter les créneaux lui étant attribués.

Coordonnées du référent de Le SDIS 76 :

Nom : MACHARD

Prénom : Philippe

Adresse : 6 rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT

Tel : 06 11 04 44 81

Mail : philippe.machard@sdis76.fr

Tout changement de référent devra être signalé par écrit à la Communauté urbaine.

Le SDIS 76 s'engage à tenir les lieux en parfait état de propreté et d'hygiène afin de ne pas porter préjudice aux usagers de l'installation.

Les activités sont de nature sportive et non lucrative, compatible avec l'objet du SDIS 76. Les activités doivent se dérouler en la présence et sous la surveillance effective d'un ou des encadrant(s) (selon le taux d'encadrement légal) désigné(s) agissant pour le compte du SDIS 76.

La surveillance des plans d'eau occupés doit se dérouler du début à la fin des créneaux par la présence et sous la surveillance effective de personnes qualifiées. Ce personnel de surveillance devra impérativement être titulaire soit d'un diplôme de maitre-nageur (BEESAN (Brevet Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation) ou BPJEPS AAN (Activité Aquatique de la Natation) ou tout autre diplôme équivalent) soit d'un BNSSA (Brevet National de Sauveteur Surveillant Aquatique). Elle ne pourra y exercer aucune autre activité de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit sans l'accord préalable exprès de la Communauté Urbaine.

Article 6 : Entretien

La Communauté Urbaine assure l'entretien des installations mises à disposition. Toutefois, le SDIS 76 s'assure que les pratiquants entrent dans l'établissement munis d'une tenue adéquate.

Article 7 : Affichage publicitaire

L'apposition de publicité à l'extérieur ou à l'intérieur des équipements sportifs est interdite sauf accord exprès de la Communauté Urbaine dans le cadre de la conclusion d'un acte spécifique conforme aux textes en vigueur applicables ; un avenant à ladite convention sera alors réalisé. L'installation de cette publicité pourra alors se faire sous le contrôle des services communautaires et aux conditions prévues.

Article 9 : Fluides

La Communauté Urbaine fera son affaire personnelle de tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

Article 10 : Responsabilité et Assurance

Le SDIS 76 est tenue de souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir la Communauté Urbaine contre tous les sinistres dont le SDIS 76 pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de personnes participant aux entraînements.

Aucune franchise, exclusion de garantie ou insuffisance de garanties ne pourra être opposée à la Communauté Urbaine.

Le SDIS 76 transmettra à la Communauté Urbaine l'attestation d'assurance avant le début de la convention. L'assurance dommage aux biens du SDIS 76 comportera cette clause de renonciation à recours.

Article 11 : Redevance

La mise à disposition est consentie **à titre gratuit**.

L'absence de versement d'une redevance pour l'utilisation de cet équipement constitue un avantage en nature concédé par la Communauté Urbaine (tarif de location du bassin sportif à l'heure = 390,20€ x 8 heures).

Article 12 : Cession, Sous-location

L'autorisation est accordée uniquement au représentant du SDIS 76 et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous-location partielle ou totale des installations est interdite.

Article 13 : Impôts et Taxes

La Communauté Urbaine aura à sa charge tous impôts et taxes se rapportant à l'espace occupé.

Article 14 : Contrôle par la Communauté Urbaine

Le contrôle de la bonne utilisation de l'installation sera assuré par les services de la Communauté Urbaine.

Article 15 : Résiliation

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties, à tout moment et pour quelque motif que ce soit.

Dans l'éventualité où l'une ou l'autre des parties souhaiterait demander cette résiliation, elle aurait à le faire, par courrier, un mois avant que ne prenne effectivement effet cette résiliation. Aucune autre formalité n'étant requise pour la rendre effective.

Au vu de l'état des équipements, la Communauté Urbaine se laisse la possibilité de fermer les bâtiments à tout moment, et sans préavis, selon les besoins de mise en sécurité et de mise en accessibilité des locaux.

Il pourra également être **mis fin à l'autorisation** d'occupation par la Communauté urbaine, pour les raisons suivantes :

- non-exploitation des installations par le SDIS 76, **durant plus d'un mois** sans avis préalable
- modification de l'activité exercée par le SDIS 76 sans accord de la Communauté Urbaine
- non-respect par le SDIS 76 des normes de sécurité et d'hygiène
- en cas de travaux ou de force majeure qui nécessiterait l'occupation de l'espace, sans que le SDIS 76 ne puisse prétendre à une quelconque indemnité
- tout motif d'intérêt général.

Article 16 : Jugement des contestations

Les contestations qui s'élèveraient entre la Communauté Urbaine et le SDIS 76 au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention, seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Article 17 : Fin du contrat

A l'expiration de la convention ou en cas de cessation de celle-ci pour quelque cause que ce soit, le SDIS 76 remettra gratuitement à la Communauté Urbaine, tous les ouvrages qui lui auront été mis à disposition pour l'exercice de l'activité, en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Il pourra être demandé au SDIS 76 la prise en charge de la remise en état d'un élément détérioré par celle-ci du fait de l'utilisation de l'équipement. La convention ne confère au SDIS 76 aucun droit de maintien dans les lieux après expiration anticipée ou normale pour quelque cause que ce soit.

Article 18 : Régime de l'occupation

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public. En aucun cas, le SDIS 76 ne pourra se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale.

Fait au Havre en deux exemplaires,

Le
Le SDIS 76
Le Président du conseil d'administration

Le
Communauté Urbaine
Le Havre Seine Métropole,
Pour le Président et par délégation,

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
EQUIPEMENT SPORTIF
COMPLEXE AQUATIQUE Gd'O
ANNEE 2023**

ANNEXE N° 1

LOCAUX ET CRENEAUX HORAIRES UTILISABLES PAR LE SDIS 76

Locaux utilisables par le SDIS 76

Les locaux utilisables sont limités à :

- les vestiaires publics, en même temps que les autres usagers,
- les sanitaires,
- les circulations d'accès aux halles des bassins,
- Le bassin sportif,
- l'infirmierie (obligatoirement en présence d'un agent de la piscine).

Créneaux horaires utilisables par l'Association

Période scolaire

Jeudi de 11 h 00 à 12 h 00

Pour Le SDIS 76
Le président du Conseil d'Administration



N° AOT : 2023.MARS 02

EQUIPEMENT : Complexe aquatique Gd'O

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC

Article 1 : Désignation

La Communauté Urbaine met, par la présente, à la disposition du SDIS 76 situé 6 rue du verger – CS 40078 - 76192 YVETOT, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration du SDIS 76 le bassin sportif du complexe aquatique Gd'O, équipement communautaire, pour qu'il fasse passer les présélections départementales des futurs sauveteurs aquatiques.

Article 2 : Durée

La présente AOT est conclue pour le **02 mai 2023**.

Il peut être mis fin à cette AOT sans indemnité par chacune des parties, à tout moment et pour quelque motif que ce soit.

Article 3 : Conditions d'utilisation

Le bassin sportif du complexe aquatique Gd'O est mise à disposition du SDIS 76 le mardi 02 mai 2023 de 9h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00.

L'accès à l'établissement se fera par l'entrée principale.

Le SDIS 76 s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'à l'activité sportive exercée, **notamment les dispositions du règlement intérieur de l'établissement en vigueur affiché à l'entrée de l'équipement et annexé à la présente convention.**

Si des travaux interdisaient en tout ou partie l'utilisation ou l'occupation des lieux, le SDIS 76 ne pourrait réclamer aucune indemnisation au bailleur, ni demander la mise à disposition d'autres lieux. Il est rappelé conformément au décret n° 2006 – 1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif qu'il est formellement interdit de fumer dans les équipements sportifs.

Le SDIS 76 devra communiquer par courrier ou autre mode écrit à la Communauté Urbaine le nom des personnes qui seront présentes sur le créneau avant le début de la convention. Le SDIS 76 ne peut en aucun cas sous-traiter le créneau lui étant attribué.

Le SDIS 76 s'engage à tenir les lieux en parfait état de propreté et d'hygiène afin de ne pas porter préjudice aux usagers de l'installation.

Les activités doivent se dérouler en la présence et sous la surveillance effective d'un ou des encadrant(s) (selon le taux d'encadrement légal) désigné(s) agissant pour le compte du SDIS 76.

Article 8 : Responsabilité et Assurance

Le SDIS 76 est tenue de souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir la Communauté Urbaine contre tous les sinistres dont il pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui des candidats.

Aucune franchise, exclusion de garantie ou insuffisance de garanties ne pourra être opposée à la Communauté Urbaine.

Le SDIS 76 transmettra à la Communauté Urbaine l'attestation d'assurance avant le début de la convention. L'assurance dommage aux biens du SDIS 76 comportera une clause de renonciation à recours.

Article 9 : Redevance et charge

La mise à disposition est consentie **à titre gracieux**.

L'absence de versement d'une redevance pour l'utilisation de cet équipement constitue un avantage en nature concédé par la Communauté Urbaine à hauteur de 780,40 € (Tarif de location du bassin sportif à l'heure = 390,20 € x 4 heures).

Article 14 : Jugement des contestations

Les contestations qui s'élèveraient entre la Communauté Urbaine et le SDIS 76 au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention, seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Article 15 : Fin de l'AOT

A l'expiration de l'AOT ou en cas de cessation de celle-ci pour quelque cause que ce soit, le SDIS remettra gratuitement à la Communauté Urbaine, tous les ouvrages qui lui auront été mis à disposition pour l'exercice de l'activité, en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Il pourra être demandé au SDIS 76 la prise en charge de la remise en état d'un élément détérioré par celle-ci du fait de l'utilisation de l'équipement.

Article 16 : Régime de l'occupation

La présente AOT est conclue au regard des règles de l'occupation temporaire du domaine public régies par le Code Général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Fait au Havre en deux exemplaires,

Le
SDIS 76
Président du Conseil d'Administration

Le
Communauté Urbaine
Le Havre Seine Métropole,
Pour le Président et par délégation,

N°DBCA-2023-024

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**RECOURS AU MEDECIN VACATAIRE DANS LE CADRE DE LA MEDECINE
D'APTITUDE OU PREVENTIVE**

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *l'article L.556-11-1 du code général de la fonction publique, portant par dérogation la limite d'âge des médecins de prévention et médecins du travail (contractuels) à soixante-treize ans,*
- *le décret n°2015-1869 du 30 décembre 2015, relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,*
- *le décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public introduisant une définition de vacataires,*
- *l'arrêté du 06 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), à l'instar de nombreux Sdis du territoire, fait face à des difficultés de recrutement de médecins de sapeurs-pompiers professionnels, liées à la baisse de la démographie médicale.

Afin d'atténuer cette problématique, il est proposé de recruter, sur des missions de vacataires, des médecins de sapeurs-pompiers volontaires réunissant les deux conditions suivantes :

- activités antérieures réalisées en qualité de médecin de sapeurs-pompiers volontaires au sein du Sdis 76,
- arrêt de ces activités pour cause d'atteinte de limite d'âge autorisée (70 ans).

Les missions confiées au médecin dans le cadre de ce dispositif sont essentiellement orientées sur la médecine professionnelle et d'aptitude. Elles ne peuvent pas concerner une activité opérationnelle.

A ce jour, deux médecins pourraient bénéficier de cette mesure.

Les vacations seront réalisées de manière discontinue, et rémunérées après service fait, à hauteur de 62.61 € bruts/heure (montant soumis aux cotisations sociales prévues par le régime général de la sécurité sociale) dans la limite de 8 vacations/hebdomadaire (soit 32 vacations par mois).

Cette proposition a vocation à s'éteindre dès lors que le Service aura recruté des médecins sapeurs-pompiers professionnels.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-024-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2023-025

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MEDICALISATION DE L'HELICOPTERE DE LA SECURITE CIVILE « DRAGON 76 » PAR LE PERSONNEL
DE LA SOUS-DIRECTION SANTE BIEN-ETRE**

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

La pénurie de professionnels de santé qui touche actuellement les services d'urgence et les structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) n'est que la partie émergée d'une crise structurelle plus profonde impactant l'ensemble de la réponse aux besoins de soins urgents.

Cette crise, accrue par des pénuries de personnels médicaux et non médicaux au sein de l'hôpital (conséquence indirecte de la pandémie de Covid-19), atteint des proportions qui peuvent mettre en danger, dès cet été, la permanence et la continuité des soins.

Le Sdis 76 est sollicité par la base de la sécurité civile en vue d'apporter son concours pour la mise en œuvre d'une équipe médicale hélicoptérée en lien avec les SAMU normands.

La Sous-direction Santé bien-être a mobilisé l'ensemble de ses ressources pour maintenir ses missions régaliennes et propose d'apporter son appui pour maintenir l'offre de service public à la population.

La médicalisation consiste à déployer, sur les horaires de jour de la base hélicoptère, une équipe médicale, composée d'un médecin et d'un infirmier, membres du Sdis 76, au sein des locaux de la base hélicoptère DRAGON76.

L'objectif de ce pré-positionnement est de permettre un embarquement immédiat et sans délai des personnels de santé, dans un souci de rapidité d'intervention pour les opérations de secours à personne.

Ainsi, il est proposé :

- pour les sapeurs-pompiers volontaires infirmiers, une indemnisation à hauteur de :
 - 75% de l'indemnité horaire d'officier par heure de garde avec un temps d'intervention décompté,
 - 100% de l'indemnité horaire d'officier par heure d'intervention.

- pour les médecins, une indemnisation à hauteur de :

- 300% de l'indemnité horaire d'officier par heure de garde, interventions comprises.

Ainsi, il vous est proposé :

- de vous prononcer sur les propositions d'indemnisation des agents appelés en renfort dans le cadre de la médicalisation de DRAGON 76.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230406-DBCA-2023-025-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2023-026

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE DEMANDER LES SUBVENTIONS AU TITRE
DU FONDS VERT**

Le 06 avril 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'année 2022 a été marquée par des incendies de forêt et de végétation d'une ampleur exceptionnelle avec 72 000 hectares brûlés en France.

Le département de la Seine-Maritime n'a pas été épargné, et a été confronté à ces nouveaux phénomènes climatiques qui aggravent l'exposition à ce risque.

L'Etat met en place des subventions, appelées Fonds vert, afin de participer au financement de projets ayant pour objet :

- de protéger et défendre des zones déjà urbanisées contre les incendies,
- de réduire la vulnérabilité des constructions et équipements nécessaires à la gestion de crise,
- d'aménager les forêts aux abords des zones urbanisées,
- de mettre en œuvre des obligations légales de débroussaillage,
- de détecter de manière précoce les départs de feux et les surveiller,
- de connaître, informer préventivement et développer la culture du risque.

Les Services d'incendie et de secours sont au nombre des porteurs de projets éligibles.

Au sein de la Seine-Maritime, cette subvention permettrait au service de se faire financer des outils pour réaliser, exploiter et utiliser la cartographie des massifs à risque, et d'acquérir des éléments permettant de pénétrer dans les massifs forestiers.

Aussi, il vous est demandé de bien vouloir autoriser le Président à signer les demandes de subventions au titre du Fonds vert.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230407-DBCA-2023-026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/04/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER